

Unité bidépartementale Eure Orne

Angerville la Campagne, le 04/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LAFARGE GRANULATS**

rue de Voie  
27430 MUIDS

#### Références

##### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2022 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté rue de Voie 27430 MUIDS (Muids Bas Gorgeons des Rues). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

##### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGE GRANULATS
- rue de Voie 27430 MUIDS
- Code AIOT dans GUN : 0005800082
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'installation classée visitée est une carrière de granulats située sur la commune de Muids, autorisée par arrêté préfectoral du 25 avril 2012 complété par arrêté préfectoral complémentaire du 5 mai 2022, et exploitée par la société Lafarge Granulats. Cette carrière alimente l'installation de traitement de matériaux de Bernières-sur Seine (Les trois lacs), via barges sur la Seine.

##### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Plan de Gestion des Déchets

##### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site est bien tenu et l'exploitant a su répondre aux sollicitations de l'inspection des installations classées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Liste des installations concernées	AP Complémentaire du 05/05/2022, article 2	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Enquete annuelle	Arrêté Préfectoral du 25/04/2012, article 2.7	Sans objet
Epaisseur d'extracton	Arrêté Préfectoral du 25/04/2012, article 8.4.3.3	Sans objet
Remise en état	AP Complémentaire du 05/05/2022, article 6	Sans objet
Mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 25/04/2012, article 10.1.1	Sans objet
Information du public	Arrêté Préfectoral du 25/04/2012, article 8.2.1	Sans objet
Garanties financières	AP Complémentaire du 05/05/2022, article 5	Sans objet
Rejets d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 25/04/2012, article 4.3	Sans objet
Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 25/04/2012, article 4.4	Sans objet
Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 25/04/2012, article 4.2.2.2	Sans objet
Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 25/04/2012, article 6.2.3	Sans objet
Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	Sans objet
Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Sans objet
Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet
Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Sans objet
Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet
Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet
Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 27 juin 2022 n'a pas mis en évidence de non-conformité.

L'exploitant veillera à :

- transmettre à l'inspection, dès sa réception, le plan d'exploitation à mi-2022,
- contrôler deux fois par an la qualité des eaux souterraines, dès les premiers apports de remblais inertes extérieurs,
- actualiser les panneaux d'affichage à l'entrée du site,
- mettre en place un suivi du débourbeur-deshuileur.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Liste des installations concernées

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/05/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Liste des installations concernées
<b>Prescription contrôlée :</b> Activité d'exploitation de carrière, rubrique 2510-1, soumis à autorisation.  Volume et tonnage maximaux annuels de produits extraits :  Le volume moyen annuel extrait est d'environ 103 125 m <sup>3</sup> (soit 165 000 tonnes). Le volume maximal annuel extrait est d'environ 175 000 m <sup>3</sup> (soit 280 000 tonnes).
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que les matériaux sont extraits à la pelle sur ponton flottant, puis mis sur des barges qui partent vers son installation de traitement de Bernières-sur-Seine.  Le site fonctionne par campagnes pour alimenter l'installation de traitement de Bernières, en fonction des besoins granulométriques des matériaux extraits. Il n'y a pas eu d'extraction de mi-2020 à mai 2021, où l'extraction a repris jusqu'en mars 2022.  Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué avoir extrait 267 000 tonnes pour l'année glissante entre mai 2021 et fin avril 2022. Le volume maximal extrait autorisé est respecté.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Enquete annuelle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2012, article 2.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Enquete annuelle
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant transmet chaque année à l'inspection des installations classées, avant le 1er avril de l'année n + 1, un bilan d'activité de l'année n ainsi que les documents et plans demandés avec celui-ci. Ce bilan est réalisé en complétant le questionnaire édité chaque année par l'inspection des installations classées. Ce questionnaire est disponible auprès de l'inspection des installations classées. Le défaut de réponse est interprété comme un défaut d'exploitation durant l'année n.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis sa déclaration GEREPE le 24 janvier 2022, où il indique une quantité extraite de 178 542 tonnes pour l'année 2021.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Epaisseur d'extracton**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2012, article 8.4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Epaisseur d'extracton
<b>Prescription contrôlée :</b> L'épaisseur moyenne d'extraction est de 4,9 mètres de sables et graviers. L'épaisseur maximale du gisement est de 10 m.  Le gisement ne sera pas exploité sous la cote absolue d'extraction de -1 mètres NGF.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni le plan d'exploitation de mi 2021. Le prochain plan d'avancement est en cours d'élaboration, le géomètre étant déjà passé. Sur le dernier plan de juin 2021, la côte minimale d'extraction est de 1,07 m NGF.
<b>Observations :</b> L'exploitant veillera à envoyer à l'inspection des installations classées le dernier plan d'avancement de juin 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/05/2022, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état du site
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant et conformément au plan de remise en état annexé au présent arrêté [annexe 8].  La remise en état de la carrière vise à restituer la vocation agricole initiale du site, avec disparition des plans d'eau résultants de l'extraction. L'ensemble des chemins ruraux exploités est restitué à leur emplacement d'origine. Le puits est remblayé.  Le projet de remise en état prévoit le maintien d'une friche pionnière à vocation écologique sur une superficie de 2,86 ha (parcelle 197).  La remise en état du site doit être achevée au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.  Le remblayage est réalisé de façon coordonnée à l'extraction à partir de la phase 7.  Le phasage de remblayage est réalisé conformément aux plans de phasage annexés au présent arrêté [annexe 9].
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, il a été noté le maintien de la zone de friche pionnière à vocation écologique. Le puits est toujours présent.  L'exploitant a indiqué que stériles qui sont extraits avant extraction du gisement sous-jacent sont remis en remblayage de la partie nord du bassin. Les terres de découvertes décapées sont quant à elles stockées en merlons périphériques autour du site. Il reste encore à extraire la partie du bassin au sud-est près de la darse/du puits, puis à remblayer le bassin.  Aucun remblayage par des déchets inertes externes n'a encore eu lieu. L'exploitant a indiqué qu'il en utilisera pour créer les digues permettant de remblayer le bassin d'extraction, conformément à l'arrêté préfectoral.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mesures compensatoires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2012, article 10.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de suppression et de réduction des impacts
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les mesures de suppression des impacts consistent au maintien de la friche pionnière calcicole située au nord-est du site sur 1,55 ha où ont été observées l'Orobranche de la picride, le lézard des murailles, la Decticelle corroyée, l'Oedipode turquoise, la Mante religieuse, un site de ponte du Crapaud calamite ainsi que des habitats favorables à l'Oedicnème criard, au Petit Gravelot et au Gomphe à pince.</p> <p>Les mesures de réduction des impacts sur la faune et la flore consistent en la matérialisation de façon durable et visible l'intégralité des habitats qui jouxtent les aménagements du projet et qui hébergent des espèces remarquables.</p> <p>Si nécessaire, cela se traduit par la pose de clôture ou de grillages provisoires avant et pendant la phase d'exploitation ainsi que par une information du personnel qui effectue les travaux.</p> <p>Aucun déplacement (piétons, engins) en dehors des personnes habilitées, stockage ou dépôt ne sera réalisé dans ces zones.</p> <p>Il s'agira également de privilégier l'utilisation des chemins existants et à minimiser le nombre de pistes utilisées. Enfin, il est préconisé d'intervenir à des périodes propices à la protection des espèces et de leurs habitats.</p> <p>Le site de substitution pour l'hirondelle de rivage doit être opérationnel avant la destruction du site actuellement occupé. Au besoin un site temporaire devra être mis à leur disposition afin que les hirondelles ne désertent pas le site.</p> <p>La transplantation de la station d'Orobranche de la Picride doit être réalisée dès le début de l'exploitation et dès la mise en sécurité de la zone 1 de 0,21 ha. Les opérations de transplantation doivent être immédiatement suivies de la gestion de cette partie afin que sa plante hôte s'y installe de façon pérenne. Tous les pieds d'Orobranche apparaissant sur le site voué à l'exploitation doivent être transplantés.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le jour de la visite, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la présence de la zone de friche pionnière à vocation écologique, entourée de clôtures et de panneaux indiquant un "espace naturel protégé" ;</li><li>- pas de site propre à l'hirondelle de rivage mais des fronts d'exploitation entourant le bassin propice à leur présence : front non végétalisé, verticaux ou sub-verticaux et avec des aspérités ;</li><li>- la zone de la transplantation de la station d'Orobranche de la Picride, où quelques pieds étaient visibles.</li></ul> <p>L'exploitant a également montré à l'inspection le dernier rapport disponible émis par la société Fauna-Flora qui suit le site d'un point de vue écologique, qui indique notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la présence de zones favorables à l'hirondelle de rivage, avec leur présence relevée, et la non nécessité pour le moment de créer un site de substitution (prévu initialement au nord de la zone de friche pionnière ;</li><li>- le maintien du nombre de pieds d'Orobranche de la Picride.</li></ul>
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Information du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2012, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Panneau d'affichage réglementaire
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier un panneau indiquant son caractère apparent: <ul style="list-style-type: none"><li>- son identité,</li><li>- la référence de l'autorisation,</li><li>- l'objet des travaux,</li><li>- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que les panneaux d'affichage aux entrées du site n'indiquaient pas : <ul style="list-style-type: none"><li>- la nouvelle raison sociale "Lafarge Granulats", au lieu de "LafargeHolcim Granulats" ;</li><li>- la référence de l'autorisation, complétée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 mai 2022.</li></ul> Toutefois, l'exploitant dispose d'un délai de 3 mois suivant la notification de l'arrêté préfectoral pour procéder aux modifications.
<b>Observations :</b> L'exploitant veillera à procéder aux modifications des panneaux d'affichage avant que le délai de trois mois soit échu, soit avant début mai 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/05/2022, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Montant des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour la période 3 (avril 2022 à avril 2027), le montant des garanties financières à constituer est de 440 752 euros.
<b>Constats :</b> Le 21 juin 2022, l'exploitant a envoyé par courriel à l'inspection les garanties financières avec le montant prescrit dans l'arrêté préfectoral. Les garanties financières couvrent bien la période souhaitée et date du 23 mai 2022. Le jour de l'inspection, l'exploitant a également fourni les documents originaux à l'inspection.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Rejets d'eau dans le milieu naturel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2012, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets d'eau dans le milieu naturel
<b>Prescription contrôlée :</b> Aucun prélèvement d'eau n'est autorisé sur la carrière, hormis celui lié au rabattement de la nappe. Le débit de rejet maximum pour les eaux d'exhaure est 800 m3/h.  Un dispositif de mesure du débit de rejet est mis en place et maintenu en bon état, une mesure en continue est effectuée.  Ce dispositif est relevé périodiquement et les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé. Un échantillon des rejets est réalisé de manière proportionnelle au débit sur 24 heures.  Les rejets sont effectués au droit de chaque zone où le rabattement de nappe sera nécessaire pour réaliser la découverte. Un dispositif de prélèvement pour réaliser les mesures est mis en place.  Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel, notamment les eaux d'exhaure et les eaux pluviales issues de l'aire d'entretien et ravitaillement, respectent les prescriptions suivantes : pH 5,5 < pH < 8,5 Température < 30 °C Matières en suspension totales (MEST) < 35 mg/l Demande chimique en oxygène (DCO) sur effluent non décanté < 125 mg/l Hydrocarbures < 10 mg/l
<b>Constats :</b> Aucun prélèvement d'eau n'est autorisé sur la carrière, hormis celui lié au rabattement de la nappe.  L'exploitant a indiqué ne pas utilisé la méthode de rabattement de nappe puisqu'il utilise une méthode d'extraction par pelle sur ponton flottant.  Il n'y a donc pas de rejet d'eaux d'exhaure et la prescription n'est plus adaptée.
<b>Observations :</b> La prescription de l'arrêté préfectoral ne s'applique plus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2012, article 4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant implante un réseau de trois piézomètres au niveau du site (un en amont du site et deux en aval de la zone d'extraction) dans les 3 mois suivants la notification du présent arrêté. L'emplacement des piézomètres figure sur un plan annexé au présent arrêté [annexe n°4].  Le suivi des eaux superficielles est réalisé par prélèvement direct au niveau des plans d'eau ayant été créés par l'exploitation.  Les paramètres suivis et les fréquences d'analyses sont définis dans le tableau ci-après : [tableau non reproduit, voir AP]
<b>Constats :</b> L'exploitant confirme la présence de trois piézomètres sur site : 27P1, P3 et P4. Il indique que le piézomètre 27P1 date de 2020 car l'ancien piézomètre P1 était situé sur une zone à extraire, et a donc été déplacé. Ce piézomètre va devoir être de nouveau déplacé (construction d'un nouveau piézomètre) car il se situe sur la zone d'extraction de 2023.  L'exploitant a indiqué procéder aux mesures avec une fréquence annuelle, conformément aux prescriptions. Le suivi est effectué par l'entreprise Kalité'o. La dernière campagne de prélèvement date du 21 avril 2022.
<b>Observations :</b> L'exploitant veillera à passer à une fréquence de mesure biannuelle (2 fois par an) dès l'apport de terres inertes extérieures (notamment pour la construction de la digue).  Il enverra également à l'inspection des installations classées, en temps voulu, le rapport d'implantation du nouveau piézomètre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2012, article 4.2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales de l'aire de stationnement et d'entretien des engins sont dirigées vers un séparateur à hydrocarbures dimensionné selon les règles de l'art.  Le séparateur à hydrocarbures est inspecté et nettoyé autant que de besoin et au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le dernier bordereau en date du 3 septembre 2021 concernant l'entretien du séparateur à hydrocarbures, ainsi que les dernières analyses des eaux superficielles en sortie du séparateur, en date du 22 avril 2022. Les résultats sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.
<b>Observations :</b> Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que le bassin du débourbeur-deshuileur situé en amont du séparateur à hydrocarbures était partiellement rempli de boue. Les 3 conduits reliant ce bassin au bassin suivant étaient également remplis de boue séchée, engendrant une perte d'environ la moitié de la capacité d'écoulement de ces conduits. Il est à craindre qu'au prochain événement climatique, les conduits ne se bouchent ou n'arrivent pas à évacuer une grande partie du débit d'eau, si aucun nettoyage n'est effectué. Si l'écoulement ne peut se faire vers le séparateur à hydrocarbures, alors les eaux susceptibles d'être polluées de l'aire étanche se déverseront par trop-plein sur l'aire étanche ou sur le sol environnement, pouvant causer des pollutions.  Il est demandé à l'exploitant de nettoyer le bassin du débourbeur-deshuileur autant que nécessaire. Un carnet de suivi de l'entretien de l'aire étanche pourra être mis en place afin de faciliter le suivi des opérations d'inspection/nettoyage/entretien/incident etc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2012, article 6.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait réaliser dans un délai de trois mois suivant la reprise de l'exploitation et ensuite tous les 2 ans et lors des phases 2 et 6 et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement après accord de l'inspection des installations classées.  Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.  L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué avoir procédé à des mesures de contrôle des niveaux sonores en 2019 et 2021. L'inspection a consulté le dernier rapport en date du 19 novembre 202. Les résultats sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
<b>Prescription contrôlée :</b> On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Il y a actuellement 8 zones de stockages en périphérie du site : 7 zones issues de l'extraction autorisée par l'arrêté préfectoral (donc une zone issue de la dernière campagne d'extraction et non représentée sur le Plan de Gestion des Déchets en raison de sa récente mise en place), et une zone située à l'extérieur du site autorisé, près des bureaux, présente historiquement due à l'extraction de la darse par le précédent exploitant.  Les stocks de terres végétales et de stériles sont disposés de manière séparée en merlons de 3 m de hauteur environ. Ces stocks sont végétalisés et voués à rester en place plus de trois ans. Ils seront mobilisés pour le remblayage dans le cadre de la remise en état du site. Ces zones de stockage sont soumises aux prescriptions de l'arrêté du 22/09/1994 en matière de stockage des déchets d'extraction.  L'exploitant a indiqué que les stériles de la carrière alluvionnaire sont directement remis en remblai dans le cadre du réaménagement coordonné.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que, compte tenu de la faible hauteur et de la pente (45°) des merlons, de la cohérence des matériaux (terre végétale et stériles argileux) stockés et de la technique de constitution (compactage au bulldozer), il considère que le risque de perte d'intégrité des stockages est inexistant. Le Plan de Gestion des Déchets présente ces éléments au point 4.2 et conclut formellement à une maîtrise du risque de glissement.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – nature et quantité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
<b>Constats :</b> Les seuls déchets stockés sur site (hors terres végétales) sont des stériles dispensés de caractérisation conformément à la circulaire du 22/08/2011. Le Plan de Gestion des Déchets comprend bien une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation (826 000 m3).
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
<b>Constats :</b> Le Plan de Gestion des Déchets précise les impacts potentiels du dépôt des déchets sur la santé humaine et l'environnement, ainsi que les mesures préventives mises en œuvre (paragraphe 4)
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
<b>Constats :</b> Les merlons ont été compactés au moyen d'un bulldozer et végétalisés, de sorte à assurer leur stabilité physique et à prévenir les circulations d'eau et l'envol de poussières.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
<b>Constats :</b> L'exploitant effectue un suivi annuel des quantités de matériaux stockés via les plans d'exploitation. Il a précisé que ces suivis sont rapidement obsolètes du fait des mouvements réguliers de matériaux dans le cadre de la remise en état coordonnée du site.  Les zones de stockages sont pérennes et ne seront utilisées qu'en toute fin d'exploitation. Les quantités ont été mesurées et sont reportées sur le plan de suivi des stocks (1/2000) édité annuellement. A partir de ce plan, les inspecteurs ont noté que le volume total des zones de stockage représentait 66 987 m <sup>3</sup> tout comme le PGD qui reprend cette même valeur.  Le site ne dispose d'aucune installation de traitement des matériaux. Ces derniers sont acheminés vers l'installation de traitement de Bernières via des barges. Les stériles stockés sur place sont classés 01 01 02 conformément à la circulaire du 22 août 2011.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
<b>Constats :</b> Le dernier plan topographique de suivi des stocks est daté de mai 2022. La visite a permis de vérifier l'emplacement des stockages indiqués sur les plans.
<b>Observations</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
<b>Constats :</b> La visite a permis de vérifier par sondage l'emplacement des stockages indiqués sur les plans.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
<b>Constats :</b> Le Plan de Gestion des Déchets contient une description du fonctionnement de la carrière, ainsi que la destination des déchets d'extraction, qui seront valorisés dans le cadre de la remise en état du site. Ceux-ci ne subissent aucun traitement.  Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a détaillé l'emplacement des différents stockages de déchets inertes et terres végétales sur son site, les déplacements subis par ceux-ci et leur destination à long terme.  Le PGD estime le volume total de matériaux de découverte qui seront générés durant l'exploitation, ainsi que le volume des terres de découverte stockée actuellement.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
<b>Constats :</b> Selon le PGD, les procédures de contrôle et de surveillance sont intégrées à la surveillance globale du site.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
<b>Constats :</b> Le Plan de Gestion des Déchets contient le plan de réaménagement final, indiquant notamment la remise en état de la zone de stockage des déchets qui est intégrée à la remise en état générale du site. Le devenir des matériaux ainsi stockés est précisé (remblayage dans le cadre de la remise en état du site).
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet